

Recherches sociographiques



Hubert Guindon, hérisson

Gilles Paquet

Volume 30, numéro 2, 1989

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056441ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056441ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Paquet, G. (1989). Hubert Guindon, hérisson. *Recherches sociographiques*, 30(2), 273–283. <https://doi.org/10.7202/056441ar>

Résumé de l'article

Hubert Guindon a analysé mieux que quiconque l'émergence d'une nouvelle classe moyenne au Québec et il a fait de cette hypothèse la poutre maîtresse de son analyse du Québec entre 1955 et 1985. Cependant, cette pensée vigoureuse et originale s'essouffle lorsqu'elle déborde vers l'histoire ou vers la prospective. L'accueil très différent qu'on a réservé à ses travaux au Québec français et au Canada anglais peut s'expliquer par certains simplismes dont son hypothèse centrale était entourée (et qui ont séduit le Canada anglais) autant que par la démythification qu'opérait Guindon de la grande épopée que *l'intelligentsia* québécoise était en train de vivre.

HUBERT GUINDON, HÉRISSEON *

Gilles PAQUET

Hubert Guindon a analysé mieux que quiconque l'émergence d'une nouvelle classe moyenne au Québec et il a fait de cette hypothèse la poutre maîtresse de son analyse du Québec entre 1955 et 1985. Cependant, cette pensée vigoureuse et originale s'essouffle lorsqu'elle déborde vers l'histoire ou vers la prospective. L'accueil très différent qu'on a réservé à ses travaux au Québec français et au Canada anglais peut s'expliquer par certains simplismes dont son hypothèse centrale était entourée (et qui ont séduit le Canada anglais) autant que par la démythification qu'opérait Guindon de la grande épopée que l'*intelligentsia* québécoise était en train de vivre.

Il sait bien des tours, le renard.
Le hérisson n'en connaît qu'un,
mais il est fameux.

(ARCHILOQUE, *Fragments*.)

Hubert GUINDON, *Québec Society; Tradition, Modernity, and Nationhood*, Toronto, University of Toronto Press, 1988, xliii-180 p.

Publier une collection de textes rédigés au cours du dernier quart de siècle est un pari dangereux pour n'importe quel auteur. Certains risquent d'avoir vieilli ou d'être difficiles à interpréter pour ceux qui n'ont pas connu le contexte particulier où ils ont été conçus ; et puis les redites sont à peu près inévitables lorsque les textes relèvent d'une problématique qui s'est développée peu à peu au cours des années. Dans le cas de Hubert Guindon qui a consacré le gros de sa

* Les commentaires de Clinton Archibald et de Marie Saumure ont été très utiles.

recherche à un seul grand sujet, la société québécoise entre 1955 et 1985, le pari est encore plus risqué : d'abord, parce qu'il s'agit d'événements dont l'imagination collective s'est fait une représentation amplifiée, presque mythique, et d'une période qu'acteurs et témoins n'ont pas encore décantée ; ensuite, parce que ces textes ont été écrits pour des publics assez divers, ce qui a contraint l'auteur à revenir souvent sur les mêmes thèmes ; enfin, parce que Guindon a une façon très personnelle de mêler l'analyse, l'observation et le commentaire acide qui rattache davantage ses écrits aux circonstances de leur gestation que ce n'est le cas dans les travaux plus académiques. Il y a donc danger qu'on oublie, dans le raccourci d'une lecture en quelques jours, qu'il s'agit d'une pensée qui s'est cherchée et aiguisée au fil du temps, et qu'on n'apprécie pas à leur juste valeur, après dix ou vingt ans, des observations faites à chaud, sur le terrain.

Cela dit, malgré les redites (surtout les phrases martelées pour qu'on s'en souvienne, des citations clés ou le rappel d'événements charnières) et l'absence d'une présentation qui aurait identifié les grandes étapes de cette pensée interrogative en acte, ses méthodes, les résultats obtenus et les zones encore à explorer, *Québec Society; Tradition, Modernity, and Nationhood* est une réussite. Tant pour le fond que la forme, c'est un ouvrage stimulant qui se lit avec plaisir et qui révèle bien la pensée originale de son auteur.

La préface de Roberta Hamilton et John L. McMullan brosse un portrait de l'homme plutôt qu'elle ne donne la clé de l'œuvre. Elle est fort utile — en fait, essentielle pour ceux qui ne connaissent pas Guindon —, car elle met en contexte des travaux sur la société québécoise que les Québécois francophones continuent d'ignorer. Être complexe et chaleureux, « montréaliste » invétéré et Québécois d'adoption, Guindon a la ferveur des convertis, l'ironie des immigrés, et un œil de lynx quand il scrute la faune et la flore locale. Voilà qui ne pouvait que déconcerter et inquiéter les « natifs de la place » convaincus d'avoir le monopole de l'analyse de la tribu et qui refusent aux « immigrants » le droit de critique, même s'ils leur accordent le droit de vote.

Hamilton et McMullan campent bien le personnage : un être intolérant à l'autorité, quelle qu'elle soit, immunisé contre l'esprit de système, avant tout un homme de terrain, un libre penseur, un populiste, un homme pour qui l'ironie et l'humour créent cette « distance passionnée » qui est seule garante d'objectivité. Esprit subversif surtout — esprit de contradiction, dirait-on — qui a appris à l'école du temps à se méfier de toutes les institutions, mais dont c'est le métier justement que d'analyser ces cadres de l'action sociale et politique. Pour Guindon, comme pour Tristan Bernard, l'homme ne peut compter que sur soi-même, et encore pas beaucoup.

Neuf pièces détachées, voilà ce que présente le livre. Elles ont été écrites entre 1960 et 1986, et constituent une chronique raisonnée partielle et partielle d'une période intense de changement social au Québec. Il s'agit de textes inégaux tant par leur rigueur analytique que par leur coefficient d'intuition.

Mais il était important que ces articles soient réunis en un tout. Ils constituent en effet le résultat de vingt-cinq ans d'observation attentive du Québec par un esprit profondément indépendant des modes et des religions. Les raccourcis de la pensée n'empêchent aucun de ces textes d'être fort éclairant. Et quand on se rappelle qu'ils ont été écrits en plein débat, on ne peut qu'être impressionné par leur lucidité. Par contre, quand Guindon déborde dans l'avant ou l'après, dans l'histoire ou dans la prospective, le lecteur entre en terrain meuble.

Au centre de l'ouvrage, une grande hypothèse : l'idée que la modernisation du Québec a engendré une nouvelle classe moyenne qui va occuper le terrain et dominer l'évolution sociale du Québec entre les années 1960 et 1980. Cette idée maîtresse informe tout le livre. Elle situe d'ailleurs Guindon dans la classification de Isaiah BERLIN, lequel départage écrivains et intellectuels en deux catégories, les « renards » et les « hérissons ». Guindon est clairement un hérisson, un de ceux (traduction) « qui rapportent tout à une intuition centrale [...] plus ou moins cohérente ou organisée, par laquelle ils comprennent, pensent et ressentent — un unique [...] principe intégrateur qui seul donne sens à tout ce qu'ils sont et disent [...] » (P. 7.)

1. Le terrain des opérations

Guindon donne le coup d'envoi à ses travaux en s'attaquant à l'hypothèse de Philippe Garigue. Pour celui-ci, le Canada français avait distillé un appareil institutionnel capable de piloter son passage à la société urbanisée ; il rejetait donc la vision inspirée par les travaux de Gérin, Hughes et Miner qui faisaient du Québec de la première moitié du XX^e siècle une société rurale mal préparée à l'industrialisation. En vue de monter son attaque contre la position Garigue, Guindon va faire un peu de terrain en ethnographe — à Saint-Denis et non pas à Saint-Justin, où était allé Garigue ; il va accepter sans les critiquer suffisamment les études historiques accessibles sur le Canada français ; mais surtout, il va observer avec des yeux neufs ce qui se passe autour de lui.

Le travail d'ethnographie est limité et prudent ; l'observation du Québec contemporain est subtile et perspicace. Le point faible dans les travaux de Guindon sera toujours que, n'étant pas historien, il a accepté comme argent comptant les résultats de l'historiographie traditionnelle, que ses travaux (traduction) « présupposent l'exactitude d'ensemble des études existantes sur le Canada français ». (P. 18.) Or, ses premiers écrits arrivent juste au moment où l'historiographie commence à se renouveler et à présenter un portrait de l'évolution du Québec assez différent de ce que colportait l'imagerie commune. L'arrière-plan historique, qu'il prend comme donné, devient pour Guindon un talon d'Achille. Cette vision de la société québécoise le sert bien dans son attaque de la position Garigue, mais elle ressemble fortement à celle stylisée par Arthur LOWER : une vue manichéenne qui caricature la réalité et présente les agents

économiques canadiens-français comme programmés par une certaine mentalité conservatrice qui les amène à adopter des attitudes et un outillage mental d'ancien régime, et à se donner des formes d'organisation correspondant à ces valeurs du passé. (PAQUET, 1986.)

Les limites du dossier historique pèsent lourd dans l'article de 1960, le premier du livre, et vont jeter une ombre sur certaines autres sections. Chaque fois que Guindon sent le besoin de recourir à l'histoire pour compléter ses observations sur le terrain, c'est cette version stylisée d'une société québécoise à la Lower qu'il utilise. Cette partie du travail n'est le plus souvent ni centrale dans ses analyses ni essentielle à ses conclusions, mais elle leur nuit autant par les fausses notes qu'elle contient que par l'image d'Épinal qu'elle donne du Québec d'avant la Seconde Guerre mondiale. Le Québec a sans nul doute été une société grandement rurale entre 1800 et 1940. Mais, en filigrane d'abord, puis de manière de plus en plus prononcée, il y a eu montée d'une industrialisation locale et modernisation des mentalités. Voilà qui fait du Québec de la première moitié du XX^e siècle une société qui n'est plus simplement rurale, au sens de la *folk society*. (PAQUET et WALLON.) Cette image stylisée peut fort bien être utile comme outil de travail dans des travaux ponctuels sur le terrain, mais elle tend à devenir dangereusement réductrice quand elle est utilisée pour caractériser toute la société québécoise d'avant 1945.

L'intérêt premier de Guindon va à ce qui se passe entre 1955 et 1985 au Québec. Son analyse originale ne repose ni sur une grille théorique contraignante, ni sur des béquilles méthodologiques. Il observe subtilement et interprète astucieusement la montée de la nouvelle classe moyenne, ses frustrations, ses tentatives pour accaparer le pouvoir, ses déceptions et ses échecs. Les trois articles des années 1960 se lisent comme un palimpseste : chacun est une réécriture de plus en plus ambitieuse de la même argumentation dans un contexte de plus en plus général, sur un mode descriptif et strictement québécois en 1960, puis d'une manière plus analytique en 1964, enfin comme partie intégrante d'une étude comparative des mouvements nationalistes en 1967. Chaque fois le texte décante un peu plus le contenu historique et cerne d'un peu plus près le changement social en cours.

Des deux écrits de 1978, le premier est du meilleur Guindon. Il porte sur la réaction du gouvernement fédéral aux malaises et frustrations de la nouvelle classe moyenne au Québec. L'analyse est serrée et corrosive : la politique fédérale sur les langues officielles est exposée comme un irritant supplémentaire pour le reste du Canada et comme une stratégie sans grande conséquence sur le processus de modernisation du Québec. Le second est un essai d'interprétation des racines historiques du nationalisme québécois. Ce projet ambitieux achoppe toutefois pour les raisons mentionnées plus haut : réduire la Confédération à une sorte de pacte entre l'Église catholique représentant le Québec, et la Couronne britannique représentant le Canada anglais est un peu trop simple.

Les travaux du début des années 1980 interprètent avec acuité les circonstances entourant le référendum et cherchent à les insérer dans un portrait global des événements de l'après-guerre. Guindon ne réussit pas très bien cette synthèse : le travail d'analyse à chaud est excellent parce qu'il mise sur ses propres observations, mais la toile de fond esquissée est bien incomplète. Les deux morceaux inédits ajoutés en 1986 veulent compléter l'image : dans le premier cas, faire la chronique des événements plus ou moins oubliés dans la synthèse de 1983 ; dans le second, proposer des voies d'avenir pour une société civile déçue de la tournure des événements pendant l'aventure péquiste et qui cherche à donner un nouveau souffle au mouvement national.

2. *La grande hypothèse*

La grande hypothèse qui est l'épine dorsale de ce livre de Guindon est simple et séduisante. Au cours des années 1940, il s'est urbanisé autant de personnes au Québec que dans tout le siècle précédent. Ce mouvement s'est continué dans les années 1950, et on a vu grandir les organisations tant du secteur public que du secteur privé. Ces grandes organisations urbaines ont engendré une nouvelle classe moyenne de cadres professionnels et semi-professionnels. Mais cette nouvelle classe moyenne a surtout trouvé sa base de pouvoir dans le secteur public et parapublic.

Ce sont les demandes de la nouvelle classe moyenne et ses frustrations qui vont être entendues dans les années 1950. Duplessis, dont la base électorale est de l'autre Québec, le Québec rural, résiste à ces pressions. Ce que Sauvé promet avec son fameux « Désormais » et que Lesage livre après 1960, ce sont les gratifications que réclamait la nouvelle classe moyenne. Le gouvernement libéral va réussir ce transfert de ressources à la fois en augmentant la taille de l'État et en orientant davantage ses dépenses vers les villes. Mais le gouvernement est limité par sa marge de manœuvre financière relativement mince et par sa capacité restreinte à contrôler le secteur privé. On voit donc s'accroître la frustration dans la classe moyenne, surtout à partir du moment où on fait l'expérience des limites d'absorption des secteurs public et parapublic : la demande de gratifications devient plus grande que la capacité des « offreurs ». La nouvelle classe moyenne va donc presser le gouvernement du Québec d'obtenir plus de ressources d'Ottawa et de réglementer le secteur privé de telle manière qu'elle puisse y avoir accès à une plus grande part des postes de cadres. C'est la source du nationalisme québécois. Voilà qui explique en même temps les tensions entre le fédéral et le provincial, et les réglementations linguistiques imposées dans les lieux de travail.

Le manque de succès du gouvernement québécois sur les deux fronts du nationalisme amène la classe moyenne à supporter un parti politique qui a un programme d'action plus radical. Quant au gouvernement fédéral du moment, il

adopte la ligne dure à l'égard des provinces et une politique de bilinguisme institutionnel qui ne répond pas aux attentes de la nouvelle classe moyenne québécoise. Pour ce qui est du Parti québécois (P.Q.), on aurait pu penser qu'il allait, avec son programme de séparation et de francisation du Québec, recevoir un appui indéfectible de la nouvelle classe moyenne. Mais non, et Guindon explique sa défaite au référendum de 1980 et son désaveu en 1985 par une « surinstitutionnalisation » qui a sclérosé le mouvement nationaliste en parti politique, et par une série de décisions suicidaires.

C'est à partir de ce canevas que Guindon décode les événements entre 1955 et 1985 au Québec, et en suppute le sens. Il explique, entre autres choses, pourquoi les classes populaires sont moins séparatistes que la nouvelle classe moyenne, pourquoi le « fédéralisme coopératif » n'a pas beaucoup de chances de fleurir, pourquoi la politique fédérale sur les langues officielles a tourné court, pourquoi les minorités francophones hors Québec et les Anglo-Québécois vont être les grands perdants dans les accommodements qui s'imposent, pourquoi enfin on a pu croire qu'un bilinguisme canadien différent de celui qui est en place (français au Québec, anglais dans le reste du pays) pourrait donner à la nouvelle classe moyenne québécoise l'espace d'expansion qu'elle réclamait.

3. *Des marges et des trous*

L'hypothèse de modernisation, avec l'apparition d'une nouvelle classe moyenne comme poutre maîtresse, est éclairante. Elle est cependant tendancieuse pour deux raisons : d'abord, elle donne l'impression très nette d'une discontinuité fondamentale (alors que le changement a été bien plus continu) ; ensuite, elle ignore trop de variables : en donnant une prééminence telle à la praxis de la nouvelle classe moyenne et à sa dynamique, elle porte à rejeter dans l'ombre toute une série de facteurs complémentaires importants.

Des marges historiques simplifiées. Guindon sent le besoin de prospecter dans la direction de ce qui a précédé la discontinuité que constitue la modernisation du Québec. Dans cette quête, il est piégé par ses antécédents « chicagoens » : il accepte une image trop statique du Québec de 1800 à 1940 comme société rurale dominée par l'Église. On a maintenant documenté la montée d'une certaine industrialisation dès la première moitié du XIX^e siècle et l'émergence d'un espace économique québécois à deux vitesses, Montréal et le reste du terroir. Dans la métropole, c'est l'entreprise plus grande, la dominance d'un « entreprenariat » anglophone et l'inféodation d'une population francophone coupée des leviers du pouvoir économique ; à la périphérie, c'est la naissance d'un capitalisme local à la mesure des moyens régionaux et d'une vie économique grouillante de petits entrepreneurs. (PAQUET, 1980 ; 1986.) Sur cet arrière-plan, la stylisation que donne Guindon des jeux et enjeux complexes qui sous-tendent le pacte confédéral est trop simple. La notion d'une l'Église qui serait l'incarnation

de la nation canadienne-française (p. 104) et l'exhaussement de certains événements, comme la grève des réalisateurs de Radio-Canada qui aurait mené quinze ans plus tard à l'élection du Parti québécois (p. 142), constituent des raccourcis difficilement acceptables.

On a le même malaise face à l'analyse prospective que suggère Guindon dans le dernier chapitre. S'emparer du territoire, développer une base économique nationale, être moins tolérant en matière de langue, tout cela semble un peu court comme stratégie pour redonner vie au mouvement national. C'est comme si la sensibilité et la subtilité du sociologue perdaient leur empire quand il quitte le terrain pour survoler le passé ou l'avenir. Il faut alors simplifier à outrance et faire « programmatique », ce qui n'est pas dans ses cordes.

Quelques trous dans l'analyse. On ne peut pas accuser Guindon de faute logique: ses argumentations sont solides dès lors que ses présupposés sont acceptés. Mais il laisse trop de choses dans l'ombre. Parce qu'il met au centre du tableau la praxis de la nouvelle classe moyenne, il sous-estime considérablement les effets des forces démographiques et du *Baby boom*. Entre 1951 et 1966, il va naître deux millions d'enfants, ce qui fait qu'au milieu des années 1960 un Québécois sur trois a moins de quinze ans. Cette grande vague démographique a clairement eu l'effet d'un raz de marée sur les institutions en place. De même, il faut parler de la croissance économique américaine et de l'envahissement des capitaux étrangers dans les années 1950: l'impulsion économique que ces facteurs donnent au Québec va être telle que celui-ci enregistrera une immigration nette dans les années 1950, un phénomène rare. (PAQUET, 1984.) Guindon ignore trop le contexte sociomatériel dans lequel s'insère l'écologie des groupes sociaux qui l'intéressent.

Non seulement la situation démographique, les conditions de production et d'échange, mais encore le cadre financier de l'économie et la profondeur de l'entreprenariat québécois ont peu de place dans l'image que donne Guindon de la socio-économie québécoise. Or, ces dimensions mettent en perspective l'importance relative des tractations sociales et de l'action de l'État en accordant sa quote-part à un dynamisme économique québécois dont les racines vont bien en deçà de 1960. (BÉLANGER et FOURNIER.) En fait, l'importance accordée à la nouvelle classe moyenne oblitère le rôle effectif des élites régionales (commerciales et industrielles) de plus vieille souche, qui ont donné l'exemple du bon usage de l'État avant que la nouvelle classe moyenne ne le pratique à son tour.

On n'explique pas clairement non plus les manœuvres de la nouvelle classe moyenne pour s'approprier des gratifications tangibles pendant qu'elle orchestre une demande de gratifications symboliques par les couches inférieures de la population. La population dans son ensemble sera dupe, mais seulement pendant un moment, comme le montrera d'ailleurs le mouvement créditiste. Guindon n'examine pas non plus avec suffisamment de soins la dérive du centre de gravité de l'économie canadienne vers l'Ouest, l'impact des politiques

économiques fédérales, la transformation massive du rôle de l'État québécois dans l'investissement global au Québec : en 1960, tant en Ontario qu'au Québec, 70% des immobilisations étaient d'origine privée ; à la fin des années 1970, sa part représentait à peu près 75% des immobilisations en Ontario, mais 45% seulement au Québec.

Toutes ces variables encadrent et contraignent les jeux de la nouvelle classe moyenne, et enregistrent aussi ses stratégies, car, à proportion qu'elle réussit à faire bon usage de l'État à son profit, les effets de retombée sur l'ensemble de la socio-économie québécoise ne sont pas nécessairement positifs. C'est ainsi que la condamnation des mesures rigoureuses prises par le gouvernement péquiste contre une fonction publique qui supportait le P.Q. est analysée assez superficiellement par Guindon, comme s'il s'agissait simplement d'un calcul politique débile, mais acceptable, pour un parti qui veut se faire réélire. Ici encore, sans une sérieuse prise en considération des variables de l'environnement socio-économique, qui ont forcé le gouvernement péquiste à ces décisions pénibles, l'analyse n'est pas très éclairante.

4. *Accueil de ces travaux*

L'un des aspects les plus fascinants dans l'histoire des travaux de Guindon, c'est qu'ils aient eu tant de succès dans le monde anglo-canadien et qu'on en ait fait tellement peu de cas au Canada français. Certaines explications ont cours qui ne réussissent pas à convaincre. On a parlé, par exemple, d'un quasi-boycottage dans la seule grande revue québécoise de sociologie du temps, *Recherches sociographiques*, et d'une éminence grise qui aurait empêché ses écrits de paraître. En fait, les auteurs de la préface donnent l'impression de vouloir accréditer une telle façon de voir. (P. xxxv.) Mais Guindon lui-même se targue de ne jamais soumettre de textes aux revues pour publication (p. xxxiii) : supposément, il faut les lui commander. Il n'est donc pas surprenant que la diffusion de ses travaux soit parfois moins rapide qu'on ne le voudrait, et rien dans la correspondance ne permet de supporter l'hypothèse d'une censure, encore que Guindon lui-même ait pu l'inférer de communications sibyllines.

Plus fondamentale, pour expliquer la difficulté pour le message de Guindon de passer au Québec, est une impression qui s'impose à la lecture de ses textes : ils arrivent justement au moment où tout le fondement historique de son analyse commence à être remis en question. On cesse de parler de retard au Québec pour commencer à parler de modernisation progressive. Sans recourir à de putatives chasses aux sorcières, il est possible de penser que ses textes ont été tout simplement jugés imparfaits par les « évaluateurs » du moment, quand, et c'est rare, il les a soumis pour publication. Pourquoi n'ont-ils pas été jugés déficients par le monde anglo-canadien ? Simplement parce que s'y trouve une vision du Canada français qui correspond exactement à l'image d'Épinal du Québec alors,

et encore, à la mode dans le monde anglo-saxon. On peut expliquer de la même manière le succès des travaux de Fernand Ouellet au milieu des années 1960 : tous deux proposent au monde anglo-canadien une représentation du Québec qui correspond à ses présupposés.

Guindon faisait cependant bien davantage pour le public anglo-canadien dans son article de 1960 : il lui proposait une explication de ce qui se passait au Québec, il mettait à jour les forces qui étaient en train de créer le décrochage de ce passé rural. À un moment où la grande interrogation, au Canada anglais, portait sur la nature des changements en cours au Québec, où partout on s'inquiétait de ce que Québec voulait, Guindon apportait une explication qui cadrerait bien avec les présupposés en vogue et éclairait plausiblement le débat. L'interprétation de la Révolution tranquille qu'il suggérait semblait moins recevable au Québec, surtout parce qu'elle démythifiait la grande épopée que l'*intelligentsia* québécoise était en train de vivre. Il exposait de façon claire et nette la stratégie d'une nouvelle classe moyenne qui souffrait d'un fort degré de « fausse conscience ». Il aurait été difficile, dans cette phase triomphante de la Révolution tranquille, que l'*intelligentsia* québécoise, qui se voyait marcher vers des lendemains glorieux, soit réceptive à un examen aussi cru et clinique de sa praxis. C'est seulement à mesure que l'euphorie s'est évaporée au Québec que les propos de Guindon ont pu être absorbés.

On peut expliquer de la même manière le succès dual obtenu par Albert BRETON quand il va construire son approche économique du nationalisme québécois sur les fondements de l'analyse de Guindon, mais sans le citer. Son texte de 1964, aussi publié en anglais, expose le caractère fondamentalement « redistributif » de la stratégie de la nouvelle classe moyenne (redistribution de ressources des citoyens en général vers elle-même). Cela est écrit à un moment où, au Québec, on échafaudait des théories qui mettaient l'accent sur l'indépendance et le nationalisme pour galvaniser l'énergie des nationaux et « réallouer » des droits de propriété du privé vers le public, le tout devant avoir, disait-on, un effet positif sur la performance de la socio-économie.

C'est donc à la fois la faiblesse de l'analyse historique et la chirurgie à vif pratiquée sur le rêve de l'*intelligentsia* québécoise qui expliquent le rejet de l'interprétation de Guindon. D'autre part, c'est une version du passé concordante avec la mythologie en vogue et une analyse éclairante de la situation québécoise en train de se créer qui vont faire son succès chez les Anglo-Canadiens.

*

* *

La relecture en série de ces articles de Hubert Guindon en montre bien toute l'importance. L'analyse centrale de la Révolution tranquille qu'il a proposée

dans les années 1960 et 1970 a été l'une des plus perspicaces. Jamais engluée par les discours « mythocrates », cette analyse sociologique à la C. Wright Mills des changements sociaux au Québec a mis du temps à être acceptée, mais elle est devenue la sagesse conventionnelle. La difficulté qu'elle a eue à s'accréditer tient tout autant aux limites de la « conscience possible » de l'*intelligentsia* québécoise du temps qu'à des simplismes dont l'hypothèse centrale était entourée. Si une telle lecture a pu être rejetée au Québec français parce que dérangement, elle ne peut que s'imposer à proportion que le révisionnisme actuel est en train de « réinterpréter » la période 1960-1980 dans des termes moins glorieux et plus réalistes. Le caractère subversif de ces analyses a déjà commencé à s'estomper : le livre devrait être traduit en français pour qu'il ait au Québec la diffusion qu'il mérite. ¹ On commencera alors à savoir gré à Guindon d'avoir gardé l'œil ouvert et critique, alors que l'*intelligentsia* québécoise de souche avait cessé de veiller au grain.

Pour les Canadiens anglais, la valeur synchrétique des travaux de Guindon a servi de radar au cours des dernières décennies. S'il faut lui en vouloir d'avoir contribué à donner légitimité additionnelle aux analyses du Québec à la Lower, il se peut que cela ait rendu son message central plus facile à répandre au Canada anglais. Il se pourrait donc qu'à cause de Guindon, les Canadiens anglais aient développé plus tôt une meilleure appréciation des véritables enjeux de la Révolution tranquille que les Québécois francophones.

Gilles PAQUET

*Faculté d'administration,
Université d'Ottawa.*

1. En attendant, on peut toujours lire le texte de 1960 dans Rioux et Martin (GUINDON, 1971), celui de 1977 dans *Recherches sociographiques* (GUINDON, 1977), et cet autre de 1980 dans *L'Action sociale* (GUINDON, 1980). (N.D.L.R.)

BIBLIOGRAPHIE

- BÉLANGER, Yves et Pierre FOURNIER, *L'entreprise québécoise : développement historique et dynamique*
1987 *contemporain*, La Salle, H.M.H., 187 p.
- BERLIN, Isaiah, *The Hedgehog and the Fox*, New York, New American Library.
1957
- BRETON, Albert, « The economics of nationalism », *The Journal of Political Economy*, LXXII, 4 :
1964 376-386.
- GUINDON, Hubert, « Réexamen de l'évolution sociale du Québec », dans : M. RIOUX et Y. MARTIN
1971 (dir.), *La société canadienne-française*, Montréal, H.M.H., pp 149-171.
- GUINDON, Hubert, « La modernisation du Québec et la légitimité de l'État canadien », *Recherches*
1977 *sociographiques*, XVIII, 3 : 337-366.
- GUINDON, Hubert, « Le Référendum : une autre décennie d'instabilité politique », *L'Action nationale*,
1980 LXX, 2 : 271-291.
- LOWER, Arthur Reginald Marsden, « Two ways of life : The primary antithesis of Canadian history »,
1943 *Canadian Historical Association Annual Report*, pp. 5-18.
- PAQUET, Gilles, *Histoire économique du Canada*, Montréal, Maison de Radio-Canada, 537 p.
1980
- PAQUET, Gilles, « Bilan économique d'une dépendance », *Autrement*, 60 : 29-36.
1984
- PAQUET, Gilles, « Entrepreneurship canadien-français : mythes et réalités », *Mémoires de la Société*
1986 *royale du Canada*, cinquième série, volume I : 151-178.
- PAQUET, Gilles et Jean-Pierre WALLOT, « Sur quelques discontinuités dans l'expérience socio-
1982 économique du Québec : une hypothèse », *Revue d'histoire de l'Amérique française*,
XXXV, 4 : 483-521.